

AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 6, paragraphe 5, de la décision n° 2496/CECA de la Commission instituant des règles communautaires pour les aides à la sidérurgie, concernant l'aide C 25/2000 (ex N 145/99 a N 749/99) notifiée par l'Italie, en faveur des entreprises sidérurgiques CECA, Lucchini SpA et Siderpotenza SpA

(2000/C 184/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 26 avril 2000 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié, à l'Italie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 6, paragraphe 5, de la décision n° 2496/96/CECA concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction «Aides d'État II»
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 95 79]

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente des observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

PROCÉDURE

Par lettre du 16 mars 1999, l'Italie a notifié à la Commission une aide relevant de l'article 3 (protection de l'environnement) de la décision n° 2496/96/CECA de la Commission du 18 décembre 1996 instituant des règles communautaires pour les aides à la sidérurgie ⁽¹⁾ (ci-après désignées par «code des aides à la sidérurgie»), octroyée en faveur de Lucchini SpA, pour des investissements dans son installation de Piombino (N 145/99).

Par lettre du 29 novembre 1999, l'Italie a notifié une nouvelle aide relevant de l'article 3 du code des aides à la sidérurgie en faveur de Lucchini SpA, Piombino et de Siderpotenza SpA, entreprise sidérurgique appartenant à la famille Lucchini (N 749/99).

DESCRIPTION DE L'AIDE

I. Lucchini SpA, Piombino

Le montant global de l'aide envisagée en faveur de l'usine de Piombino, dans les deux notifications, s'élève à 13,5 milliards de lires italiennes (6,8 millions d'euros) pour un investissement, considéré par les autorités italiennes comme ouvrant droit à une aide, de 190,9 milliards (98,58 millions d'euros). L'intensité de l'aide est d'environ 7 %.

Les deux aides notifiées sont censées contribuer à l'adoption de normes encore plus rigoureuses que les normes obligatoires, étant donné que toutes les anciennes installations satisfaisaient déjà à ces dernières avant que les investissements ne soient effectués. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'investissement qui a commencé en 1998 et prévoyait le remplacement et la modernisation de l'ancien équipement à des fins de production.

L'investissement notifié concerne les installations suivantes:

Cokerie: deux notifications, pour un coût total de 38,7 milliards de lires italiennes, la première portant sur 22 milliards, la seconde sur 16,7 milliards.

Système d'approvisionnement et d'évacuation d'eau: l'investissement notifié s'élève à 19,7 milliards de lires. Il concerne une adaptation importante (40 % environ) du système actuel d'approvisionnement et d'évacuation d'eau qui se traduira par un remplacement partiel de l'eau de mer par de l'eau de ville.

Haut fourneau: l'investissement notifié s'élève à 37,7 milliards de lires italiennes.

Acieries: l'investissement notifié s'élève à 92,8 milliards de lires italiennes et représente 58 % environ de la totalité de l'investissement dans ces installations.

Selon les autorités italiennes, une petite fraction seulement de cet investissement dans l'aciérie influe sur les coûts de production en contribuant à des économies d'énergie. Pour calculer les coûts admissibles, les autorités italiennes déduisent cette économie sur 6,66 années et ajoutent le coût de l'amortissement durant cette même période de 6,66 ans au coût initial de l'investissement.

II. Siderpotenza

Dans leur dernière lettre qui comportait des informations supplémentaires, les autorités italiennes ont retiré trois projets. Il en reste trois autres pour un montant total de 5,9 milliards de lires italiennes. Ces projets concernent l'installation d'extraction des fumées d'aciérie (4 milliards); les brûleurs et le système de postcombustion (1 milliard) ainsi qu'un nouveau système de chargement du train de laminage (910 millions). Les investissements ont été notifiés comme permettant d'atteindre des normes encore plus rigoureuses que les normes obligatoires auxquelles satisfont déjà les installations existantes.

⁽¹⁾ JO L 338 du 28.12.1996, p. 42.

L'aide envisagée s'élève à 1,3 milliard de liras italiennes, ce qui représente une intensité d'aide de 22,33 %.

APPRÉCIATION DE L'AIDE

Base juridique

L'article 3 du code des aides à la sidérurgie prévoit que les entreprises sidérurgiques peuvent recevoir des aides pour des investissements en faveur de la protection de l'environnement. Les conditions auxquelles ces aides peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun figurent dans l'annexe de ce code ainsi que dans l'encadrement communautaire des aides d'État pour la protection de l'environnement ⁽²⁾.

Les dossiers

1. Lucchini, Piombino

Dans ce dossier, l'élément fondamental est la question de savoir si l'investissement ouvre droit à une aide pour la protection de l'environnement. À cet effet, il est capital de connaître la raison pour laquelle l'investisseur a décidé d'effectuer ces investissements, étant donné que l'annexe du code des aides à la sidérurgie exclut les investissements effectués pour des raisons économiques.

Les investissements notifiés font partie d'un programme d'investissement de plus grande ampleur, entrepris par Lucchini pour moderniser ses installations de production et en atténuer l'impact sur l'environnement. Toutes les installations qui bénéficient des nouveaux investissements étaient très anciennes. Les autorités italiennes ont indiqué que la durée de vie utile des différentes installations était d'au moins 25 %, comme l'exige le code des aides à la sidérurgie pour que ces investissements ne puissent pas être considérés comme ayant été imposés par l'âge de l'équipement. Ce point peut être contesté. Toutefois, et l'argument est plus important, ces mêmes autorités ont indiqué que les installations étaient obsolètes et qu'elles ne permettaient pas de répondre de manière adéquate aux nouvelles exigences en matière de production et d'environnement ainsi que dans le domaine social.

Un premier examen des informations présentées amène à conclure que les investissements ont été effectués, avant tout, pour des raisons économiques et que c'est uniquement pour la raison qu'ils devaient obligatoirement s'accompagner d'améliorations sur le plan de l'environnement, que ces améliorations ont été apportées. Même si les investissements notifiés ne sont pas directement liés à un nouvel équipement de production, ils auraient été nécessaires pour assurer la pérennité des investissements visant à la modernisation et à l'extension des installations de production ou pour permettre de répondre à la nouvelle capacité de production installée.

En fait, les autorités italiennes n'ont pas apporté la preuve que les investissements ont été effectués pour des raisons environnementales et non pour des raisons économiques. En outre, lorsqu'il y a eu remplacement des équipements ou des installations, les informations fournies n'apportent pas non plus la preuve que l'investisseur avait pris clairement la décision d'opter pour des normes plus élevées nécessitant des investissements supplémentaires, ce qui signifie qu'il existait une solution moins coûteuse qui aurait satisfait aux normes légales. Selon l'annexe du code des aides à la sidérurgie, lorsque des investissements sont effectués pour des raisons économiques ils ne peuvent ouvrir droit à l'octroi d'une aide en faveur de la protection de l'environnement; quand bien même ils auraient

été effectués uniquement à des fins de protection de l'environnement, la Commission doute que les investissements notifiés ouvrent droit à une aide.

Indépendamment de cette remarque générale, qui vaut pour tous les investissements et impliquerait que les investissements n'ouvriraient pas droit à une aide en faveur de la protection de l'environnement, l'appréciation de l'aide sur la base des règles applicables révèle également certains problèmes:

En ce qui concerne la cokerie, le haut fourneau et l'aciérie, il n'est pas certain que tous les investissements n'aient pas d'effet sur la production. Pour ce qui est de la cokerie, on peut également se demander, en se basant sur ce qu'ont notifié les autorités italiennes, si les améliorations dans le domaine de la protection de l'environnement peuvent être considérées comme «significatives», notamment lorsque l'on compare les résultats obtenus à la fin de chaque stade de l'investissement à la situation antérieure. En ce qui concerne l'aciérie, le calcul des coûts admissibles effectué par les autorités italiennes pour cet investissement est également contestable.

2. Siderpotenza

Certains investissements semblent avoir été effectués pour des raisons économiques, c'est-à-dire pour moderniser et rationaliser la production. Les autorités italiennes l'ont déjà admis pour une partie des investissements antérieurement notifiés, et elles ont retiré trois projets. Toutefois, pour les investissements restants, bien que la Commission admette, à ce stade, que tous les investissements dans l'installation d'extraction des fumées aient été effectués à des fins environnementales et qu'ils n'aient pas d'effet sur la production, ce n'est pas le cas des investissements concernant le laminoir. En effet, ces investissements se rapportent directement à un processus de production et il semble qu'ils aient été effectués non pas pour des raisons environnementales, mais plutôt pour optimiser ce processus. Leur incidence sur l'environnement paraît être le résultat indirect des améliorations de la production et, même dans ce cas, il semble que l'impact concerne principalement les conditions de santé et de sécurité des travailleurs et non pas l'environnement en tant que tel. Par conséquent, la Commission doute que l'investissement ouvre droit à une aide puisqu'il aurait été effectué pour des raisons économiques, et en tout état de cause, elle s'interroge sur l'admissibilité de tous les coûts car il y a lieu d'exclure tous ceux ne relevant pas de la protection de l'environnement.

En outre, et de manière générale, le niveau d'aide envisagé pour tous les projets (22,33 %) ne semble pas proportionné à l'amélioration de la protection de l'environnement et à l'investissement nécessaire pour y parvenir, comme l'exige l'encadrement. En fait, bien que l'aide envisagée soit très proche du maximum d'aide autorisé (30 %), les autorités italiennes n'ont pas justifié pleinement son niveau. Bien qu'elle soit importante, la réduction de la pollution obtenue tant dans l'installation d'extraction des fumées (qui se traduit pour l'essentiel par un blocage de 30 % de la poussière) et dans l'installation de post-combustion (une réduction d'environ dix points de pourcentage de l'oxyde de carbone dans les fumées), ne semble pas justifier le niveau de l'aide envisagée, pour la raison notamment que, pour ouvrir d'emblée droit à une aide, les investissements en question devraient se traduire par des niveaux plus élevés de protection de l'environnement. Il importe donc de fournir davantage d'informations sur le niveau effectif de l'amélioration de l'environnement. En outre, étant donné la modicité relative des investissements (2,57 millions d'euros seulement pour les deux premiers projets), on peut se demander si le montant d'aide envisagé est bien nécessaire.

⁽²⁾ JO C 72 du 10.3.1994, p. 3.

TEXTE DE LA LETTRE

«La Commissione informa l'Italia che, dopo aver esaminato le informazioni fornite dalle autorità italiane in merito all'aiuto succitato, ha deciso di avviare il procedimento previsto dall'articolo 6, paragrafo 5, della decisione 2496/96/CECA della Commissione, del 18 dicembre 1996, recante norme comunitarie per gli aiuti a favore della siderurgia⁽³⁾ (in appresso denominata Codice degli aiuti alla siderurgia) nei confronti dell'aiuto notificato dall'Italia in favore delle succitate società siderurgiche CECA.

Procedimento

N 145/99

Con lettera datata 16 marzo 1999, l'Italia ha notificato alla Commissione, ai sensi dell'articolo 3 del codice degli aiuti alla siderurgia (protezione dell'ambiente), un aiuto in favore di Lucchini SpA per investimenti realizzati presso lo stabilimento di Piombino. La Commissione ha chiesto informazioni complementari con lettere datate rispettivamente 19 aprile 1999 e 17 gennaio 2000, cui ha ricevuto risposta il 6 dicembre 1999 e l'8 marzo 2000.

N 749/99

Con lettera datata 29 novembre 1999, l'Italia ha inoltre notificato un aiuto, ai sensi dell'articolo 3 del codice degli aiuti alla

siderurgia, in favore di Lucchini SpA, stabilimento di Piombino, e di Siderpotenza SpA, una società siderurgica appartenente alla famiglia Lucchini. La Commissione ha chiesto informazioni complementari con lettera datata 19 gennaio 2000, alla quale ha ricevuto risposta in data 8 marzo 2000.

Descrizione dettagliata dell'aiuto

I. *Lucchini SpA, stabilimento di Piombino*

a) *Gli investimenti*

Gli aiuti notificati in favore di Lucchini SpA, stabilimento di Piombino, riguardano investimenti realizzati dalla società che, secondo le autorità italiane, contribuiscono a migliorare notevolmente la tutela dell'ambiente. Si tratta di investimenti relativi agli impianti di cokeria (entrambe le notifiche), produzione ghisa (altoforno), produzione acciaio (acciaieria), aspirazione fumi dell'acciaieria (tutti nella prima notifica), nonché all'impianto idrico e fognario (ultima notifica). Il costo totale dell'investimento notificato, considerato ammissibile dalle autorità italiane, ammonta a 190,9 miliardi di ITL (98,58 milioni di EUR). L'aiuto prospettato ammonta a 13,5 miliardi di ITL (6,98 milioni di EUR), pari ad un'intensità di aiuto del 7%.

Gli investimenti notificati possono essere riassunti come segue:

	<i>(in milioni di ITL)</i>
A. Notifica N 145/99	152 527
1. Impianto di cokeria	22 062
di cui:	
— nuovo trasporto fossile con nastro ecologico	3 000
— caricatrici ecologiche (carica forni)	5 000
— sigillatura a mezzo saldatura speciale ceramica celle forni	4 241
— nuove porte delle celle coke per impedire uscita di gas	2 488
— dispositivi automatici per raschiatura catrame su sfornatrici coke	2 100
— cabina elettrica supplementare per evitare danni ambientali per mancanza di energia elettrica	1 767
2. Impianto altoforno	37 705
di cui:	
— macchine tappatrici e foratrici per eliminazione tappi di catrame	2 968
— loppa: macchinari per INBA e ciminiera per captazione vapore	6 138
— abbattimento polveri gas con torre di lavaggio acqua polverizzata	6 303
— convogliatori e nastri trasportatori per diminuzione polverino	7 730
— nuovo sistema di raccolta polverino e macinazione fossile	6 676
— scaricatore CSU 2 500 tonnellate con tramoggia raccolta antipolvere (quotaparte del costo complessivo)	3 500

⁽³⁾ GU L 338 del 28.12.1996, pag. 42.

3. Impianto acciaieria	14 060
di cui:	
— nuovo impianto ferro leghe con cappe e nastri chiusi	5 000
— nuova postazione di desolforazione ghisa altamente ecologia	6 980
— nuovo postazione rasatura ghisa per miglioramento ambiente	1 300
4. Impianto aspirazione fumi in acciaieria	78 700
— cappe raccolta impianto raffreddamento complete di elettrofiltri e impianto ausiliario di complemento altamente ecologico per aspirazione fumi in acciaieria del costo totale di 6 000 milioni di ITL	71 700
— ventilatore	7 000
B. Notifica N 749/99	38 358
1. Impianto di cokeria	16 678
di cui:	
— adeguamento piano di carico batteria da 27 forni della cokeria	7 678
2. Impianto idrico e fognario	19 680
di cui:	
— impianto idrico per prelievo da depuratore comunale dell'acqua corrente per il funzionamento di rete e accessori	1 500
— isola sud per colate continue n. 1 e n. 2	3 640
— isola ovest (treno laminazione per rotaie, colata continua n. 3, impianto degasaggio acciaio)	3 640
— isola cokeria	2 000
— isola colata continua n. 4	1 000
3. Progettazione e opere murarie	2 000

b) Giustificazione degli investimenti

Secondo le informazioni fornite dalle autorità italiane, gli investimenti notificati rientrano in un programma globale, coerente con la strategia generale di Lucchini, che può essere riassunto come segue:

- a) miglioramento della capacità di competizione, perseguito attraverso la concentrazione dei volumi di produzione nei siti a più alta efficienza competitiva (Piombino), quindi senza aumento dei volumi totali di prodotto, la qualificazione del mix di prodotto, ottenendone l'aumento di redditività e rendendo i siti produttivi redditizi anche in periodi di congiuntura negativa;
- b) riduzione dell'impatto ambientale dei siti produttivi, tenendo conto in particolare dei vincoli ai quali sono assoggettati insediamenti produttivi «storici», per la compenetrazione o estrema vicinanza con i centri abitati densamente popolati, come appunto il caso dello stabilimento di Piombino.

Gli investimenti a Piombino sono mirati più specificamente alla riduzione dei livelli di inquinamento in rapporto ai valori già raggiunti nella situazione precedente, conformi alle leggi vigenti, considerato il contesto abitativo nel quale è inserita l'acciaieria e, allo stesso tempo, alla riqualificazione e alla riorganizzazione produttiva dello stabilimento, attraverso innovazioni

di processo e di prodotto. Le autorità italiane informano, a questo proposito, che i due elementi del programma — ambientale e di riorganizzazione produttiva — sono diversi come finalità e quindi anche come struttura.

Le misure ambientali rappresentano il 23,6 % dell'investimento nell'alto forno e il 57,9 % nell'acciaieria. D'altro lato, l'investimento nel sistema idrico e fognario modifica per il 40 % il sistema esistente.

Le autorità italiane informano inoltre che i risultati degli interventi ambientali consentiranno la coesistenza della realtà siderurgica e quindi della relativa occupazione con la realtà sociale circostante, fatto particolarmente importante in quanto lo stabilimento di Piombino è inglobato in un centro densamente abitato.

Sempre secondo le autorità italiane, i programmi di investimento non sono stati decisi per motivi di vetustà degli impianti, ma per obsolescenza, in quanto non erano più pienamente rispondenti alle esigenze produttive e, soprattutto, per migliorare il livello di compatibilità ambientale. Secondo la perizia trasmessa alla Commissione, la durata di vita residua degli investimenti a fini ambientali corrisponde alla durata di vita residua degli impianti presso i quali sono realizzati, dato che costituiscono la sostituzione, l'integrazione e la modifica di

una parte dei componenti degli impianti di produzione. Si ritiene che tale dato sia pari ad almeno il 25 % per tutti gli impianti, il che significa che la durata di vita dell'impianto di cokeria sarebbe di almeno 36 anni, quella dell'acciaieria di almeno 36 anni e quella dell'altoforno di 27 anni.

c) *Effetto degli investimenti sull'ambiente*

Le autorità italiane hanno informato la Commissione che gli investimenti realizzati avranno il seguente effetto rispetto alle norme in materia di protezione dell'ambiente:

1. QUADRO EMISSIONI CONVOGLIATE IN COCKERIA E NELLE CENTRALI TERMICHE DI STABILIMENTO

Descrizione	Portata fumi (Nm ³ /h)	Altezza camino (m)	Inquinanti	Norma	Emissioni prima dell'investimento (mg/Nm ³)	Emissioni dopo il primo investimento (mg/Nm ³)	Emissioni dopo l'ultimo investimento
Batteria 30 e 43 forni	121 000	75	Polveri	100	< 100	80	70
			SO ²	800	750	720	700
			NO ²	600	580	500	500
			IPA	0,1	< 0,1	0,05	0,045
Batteria 27 forni (a gas afo + gas coke)	35 000	76	Polveri	100	< 100	80	70
			SO ²	800	750	720	700
			NO ²	600	580	500	500
			IPA	0,1	< 0,1	0,05	0,045
4 centrali termiche	567 000 complessiva	31,5/130	Polveri	50	50	50	45
			SO ² : gas nat. + Gascoke	1 700	1 700	1 700	1 500
			SO ² : gas nat. + Gascoke + gas afo	800	800	800	750
			Gas altoforno NO ²	650	650	650	650

2. QUADRO EMISSIONI ALTOFORNO

Descrizione	Portata fumi (Nm ³ /h)	Altezza camino (m)	Impianto abbatt.	Emissioni in mg/Nm ³		
				Norma	Prima	Dopo
Depurazione fumi campo di colata ghisa	700 000	45	Filtri a maniche	50	50	20
Depurazione fumi primari altoforno	550 000	30	Filtri a maniche	50	50	10

3. QUADRO EMISSIONI ACCIAIERIA

Descrizione	Portata fumi (Nm ³ /h)	Altezza camino (m)	Impianto abbatt.	Emissioni polveri in mg/Nm ³		
				Norma	Prima	Dopo
Fumi primari convertitori (prima)	120 000	50	Wet a umido	50	50	
Fumi primari convertitori (dopo)	67 400	40	Dry a secco	50		20
Depolverazione secondaria (prima)	280 000	21	Bag house	50	30	
Depolverazione secondaria (prima)	290 000	27	Filtri a maniche	50	25	
Nuova depolverazione secondaria (dopo)	1 050 000	40	Filtri a maniche	50		10

4. IMPIANTO IDRICO E FOGNARIO

Il sistema esistente è in accordo con le norme vigenti. Per il raffreddamento indiretto si utilizza acqua di mare che quindi, secondo le norme, è restituita al mare senza modifica del contenuto di solidi sospesi, sostanze chimiche o altro. Per quanto riguarda le temperature di scarico, le norme prescrivono che le acque restituite al mare non superino i 35 °C e che l'incremento di temperatura del medesimo non superi i 3 °C, oltre i 1 000 metri di distanza dal punto d'immissione.

Prima dell'investimento, la portata di acqua di mare impiegata nel raffreddamento indiretto, nello stabilimento, era di circa 2 700 m³/ora. Dopo l'intervento, vi sarà una forte diminuzione (circa il 50 %) di acqua prelevata dal mare e ivi reimpressa, corrispondente alla maggiore portata di circuito chiuso e di acqua depurata, prelevata a valle del depuratore comunale e impiegata nel raffreddamento indiretto. Malgrado il fatto che la temperatura dell'acqua reimpressa resterà immutata, il livello d'inquinamento termico del mare diminuirà proporzionalmente alla differenza di acqua di mare reimpressa.

d) **Risparmio in termine di costi di produzione derivanti dagli investimenti**

Le autorità italiane comunicano che, di tutti gli investimenti notificati, soltanto una piccola parte dell'investimento nell'impianto acciaieria (6 miliardi di ITL) ha un effetto positivo sui costi di produzione dello stabilimento grazie ai risparmi energetici che consente.

Si tratta, più precisamente, dei seguenti investimenti:

(in milioni di ITL)

1. Adeguamento dell'impianto aspirazione fumi dello stabilimento	3 980
2. Installazione di un nuovo sistema di bruciatori post combustori	1 000
3. Macchine e impianti per collegamento tra colata continua e forno di laminazione per infornare le billette provenienti dalla colata continua	910

b) **Giustificazione degli investimenti**

Le autorità italiane fanno presente che, attualmente, gli impianti esistenti sono in accordo con le norme vigenti e che i nuovi investimenti sono realizzati per consentire un ulteriore miglioramento dei livelli d'inquinamento.

c) **Effetto degli investimenti sull'ambiente**

Le autorità italiane informano che gli effetti ambientali degli investimenti notificati sono i seguenti:

1. **Impianto aspirazione fumi dell'acciaieria**

L'investimento aumenta l'efficienza dell'impianto di aspirazione (coolers e filtri a maniche) attraverso una preseparazione delle particelle grossolane nella batteria di cicloni e migliora l'impatto ambientale. L'inserimento dei cicloni, grazie alla modifica delle tubazioni di adduzioni, ha consentito di bloccare circa il 30 % del totale delle polveri abbattute dell'impianto fumi (circa 12,5-13,0 kg/t).

Il risparmio energetico si ottiene recuperando il calore che l'acqua di raffreddamento asporta dai fumi, circolando nei tubi che costituiscono la cappa, che funziona, quindi, da caldaia a recupero producendo vapore per usi tecnologici in stabilimento. Il risparmio energetico, rispetto alla situazione prima dell'investimento, è costituito dall'energia associata al combustibile (gas naturale), prima necessaria per produrre il vapore in una caldaia tradizionale.

Le autorità italiane quantificano i risparmi realizzati nell'arco di 6,66 anni, periodo che corrisponde al periodo di ammortamento previsto per quell'impianto secondo il decreto ministeriale del 31 dicembre 1998. Quindi, per calcolare il costo dell'investimento ammissibile dell'aiuto, sommano al costo iniziale i costi di ammortamento dell'investimento e detraggono i risparmi realizzati durante tale periodo.

II. *Siderpotenza SpA*

a) **Gli investimenti**

Gli aiuti notificati in favore di Siderpotenza SpA inizialmente riguardavano sei progetti d'investimento che, secondo le autorità italiane, contribuiscono a migliorare notevolmente la protezione dell'ambiente. Tuttavia, nell'ultima lettera contenente informazioni supplementari le autorità italiane hanno ritirato tre progetti. I tre progetti residui, che rappresentano un costo totale di 5,9 miliardi di ITL (3,4 milioni di EUR), riguardano l'impianto di aspirazione fumi dell'acciaieria, l'impianto di post combustione e un nuovo sistema di carica diretta del laminaio. L'aiuto proposto ammonta a 1,3 miliardi di ITL (0,68 milioni di EUR) pari ad un'intensità di aiuto del 22,33 %.

Lo sporcamento dei tubi dei coolers è stato ulteriormente ridotto grazie all'installazione di un impianto di emissione di «infrasuoni» che evita la coalescenza del materiale contro le pareti dei tubi stessi. È stata inoltre potenziata l'aspirazione di fumi primari con l'aumento della sezione di passaggio del pipe-to-pipe da forno ad impianti di abbattimento e in particolare con l'inserimento di una camera polveri più ampia (rapporto 1:3,8 con la precedente). Complessivamente, il diametro della sezione di passaggio dei fumi primari è stato portato a 2 000 mm rispetto al valore originario di 1 600 mm.

2. **Impianto di post combustione**

L'investimento è mirato ad ottenere la combustione completa del CO e CO₂ all'interno del forno, riducendo la presenza di CO incombusto all'uscita del forno, con conseguente riduzione della temperatura media dei fumi primari. Di conseguenza, il valore di CO rilevato nei fumi è stato sensibilmente ridotto da 35-40 % a 25-30 %.

3. Piano di carica del laminatoio

L'investimento è mirato a:

- ridurre la dispersione di calore complessivo (- 20 %) utilizzando direttamente billette calde provenienti dalla CC, attraverso una via a rulli pivotante raffreddata;
- bruciare meno metano (da 32 m³/t infornata a 26 m³/t infornata) nel forno di riscaldamento del laminatoio;
- ridurre il CO immesso in atmosfera da camino, grazie alla riduzione del CH₄ necessario;
- ridurre in modo sostanziale la quantità di scaglia da smaltire in virtù di una riduzione delle variazioni di temperatura superficiale della billetta.

d) Risparmi in termini di costi di produzione derivanti dagli investimenti

Le autorità italiane sostengono che gli investimenti in Siderpotenza SpA non hanno alcun effetto sui costi di produzione. Esse hanno fatto presente che gli investimenti nel laminatoio non migliorerebbero la produttività delle due unità di produzione, data l'esistenza di strozzature in altri punti della catena di produzione.

Valutazione dell'aiuto

Base giuridica

Il codice degli aiuti alla siderurgia prevede, all'articolo 3, la possibilità che le società siderurgiche beneficino di aiuti destinati ad investimenti ecologici. Le condizioni richieste affinché tali aiuti siano considerati compatibili sono stabilite nell'allegato del codice degli aiuti alla siderurgia e nella disciplina comunitaria degli aiuti di Stato per la tutela dell'ambiente ⁽⁴⁾ (in appresso denominata «disciplina»).

- a) Secondo la succitata disciplina, gli aiuti manifestamente destinati a misure di tutela ambientale, ma che di fatto costituiscono aiuti di carattere generale, non rientrano nella disciplina stessa. I costi ammissibili devono limitarsi strettamente ai costi d'investimento aggiuntivi necessari per conseguire gli obiettivi di protezione ambientale ⁽⁵⁾.

Sempre secondo la disciplina succitata (punto B, primo paragrafo), gli aiuti a favore di investimenti che consentono di raggiungere livelli di protezione dell'ambiente significativamente superiori a quelli previsti dalle norme vigenti possono essere autorizzati a concorrenza di un livello massimo del 30 % lordo dei costi ammissibili.

- b) In base all'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia, nel caso di aiuti diretti ad incoraggiare le imprese a migliorare in modo significativo la tutela dell'ambiente, si applicano le seguenti condizioni:

- 1) la Commissione analizzerà il contesto economico ed ambientale di decisione di procedere alla sostituzione d'impianti o attrezzature in servizio. In linea di massima, una decisione di procedere ad un nuovo investimento, che sarebbe comunque stata presa per ragioni economiche o tenuto conto dell'età dell'impianto o delle attrezzature

esistenti, non potrà beneficiare di aiuti. Perché il nuovo investimento possa beneficiare di un aiuto, l'impianto o le attrezzature esistenti sostituiti dovranno avere una durata di vita residua significativa (almeno il 25 %);

- 2) l'investitore dovrà dimostrare di avere chiaramente deciso di scegliere livelli di tutela ambientale superiori implicanti investimenti addizionali, vale a dire che una soluzione a costi inferiori avrebbe permesso di soddisfare le nuove norme ambientali;
- 3) sarà detratto qualsiasi vantaggio in termini di riduzione dei costi di produzione.

I casi di specie

I. Lucchini, Piombino

L'elemento fondamentale ai fini della valutazione dell'aiuto accordato all'impresa in questione è l'immissibilità dell'investimento ad aiuti ambientali. In tale contesto, è determinante la ragione per la quale l'investitore ha deciso di realizzare l'investimento, giacché l'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia esclude gli investimenti effettuati per ragioni economiche.

Tutti gli impianti oggetto dei nuovi investimenti erano molto vecchi. Le autorità italiane hanno comunicato che la vita residua dei vari impianti era pari ad almeno il 25 %, come previsto nel codice degli aiuti alla siderurgia affinché si possa considerare che gli investimenti non sono realizzati a causa dell'età degli impianti. Tale punto è controverso. Fatto più importante è tuttavia che, come comunicato dalle autorità italiane, gli impianti erano obsoleti: le autorità italiana dichiarano infatti che essi non erano conformi ai nuovi requisiti sociali, ambientali e di produzione.

La società Lucchini ha deciso di realizzare un programma globale di modernizzazione concentrando parte della sua produzione a Piombino e, tenuto conto dell'elevata densità della popolazione della città, sembra che detti investimenti non avrebbero potuto avere luogo se non fosse stato migliorato il livello di protezione dell'ambiente. Infatti le autorità italiane affermano che «i risultati che si otterranno a seguito della parte ambientale degli investimenti consentiranno la coesistenza della realtà siderurgica, e quindi della relativa occupazione, con la realtà sociale circostante».

Una prima valutazione delle informazioni fornite induce a concludere che gli investimenti sono stati realizzati, innanzitutto, per ragioni economiche e che in ogni caso non avrebbero potuto essere realizzati senza i miglioramenti ambientali, che di conseguenza si sono rivelati indispensabili. Anche laddove non siano direttamente connessi al nuovo impianto di produzione, gli investimenti notificati sarebbero stati necessari per garantire la perennità degli investimenti ai fini della modernizzazione/espansione degli impianti di produzione o per poter rispondere alla nuova capacità produttiva installata.

In realtà, le autorità italiane non hanno dimostrato che gli investimenti sono stati realizzati per motivi ambientali e non per ragioni economiche. Inoltre, dove si è trattato di sostituire impianti/installazioni, secondo le informazioni fornite, l'investitore non ha dimostrato di avere chiaramente deciso di scegliere livelli di tutela ambientale superiori implicanti investimenti addizionali, vale a dire che una soluzione a costi inferiori avrebbe permesso di soddisfare le nuove norme ambientali. Poiché, secondo l'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia, gli investimenti effettuati per ragioni economiche non sono ammissi-

⁽⁴⁾ GU C 72 del 10.3.1994, pag. 3.

⁽⁵⁾ Cfr. punto 3.2.1 della disciplina.

bili ad aiuti ambientali, quant'anche siano effettuati unicamente a fini di tutela dell'ambiente, la Commissione dubita che gli investimenti notificati possano beneficiare di aiuti a tale titolo.

A prescindere da questa osservazione generale, che si applica a tutti gli investimenti nel caso di specie e che ne comporterebbe la loro non ammissibilità ad aiuti ambientali, la valutazione dell'aiuto in base alle norme vigenti solleva comunque problemi, più precisamente:

Per quanto concerne l'impianto di cokeria, l'altoforno e l'acciaieria, ci si può chiedere se gli investimenti nel loro complesso non producano effetti sulla produzione. È dubbio, infatti, che, tra l'altro, gli interventi riguardanti il nuovo sistema di trasporto del fossile con nastro ecologico, le caricatrici dei forni, la sigillatura a mezzo saldatura speciale ceramica delle celle dei forni, le nuove porte delle celle coke, una cabina elettrica supplementare e gli adeguamenti al piano di carico batteria da 27 forni della cokeria, per l'impianto cokeria, rappresentino investimenti mirati unicamente alla protezione dell'ambiente e non abbiano alcun effetto sul processo di produzione. D'altronde, anche per quanto concerne gli investimenti relativi all'altoforno, sorgono dubbi in merito alla quota-parte dell'investimento complessivo dello scaricatore CSU, oltre che in merito ai macchinari per INBA e alle ciminiere per captazione polvere, ai nuovi convogliatori e nastri trasporti e al nuovo sistema di raccolta polverino e macinazione fossile. Gli stessi dubbi esistono in relazione agli investimenti nell'acciaieria, più precisamente per quanto riguarda il nuovo impianto ferro-leghe con cappe e nastri chiusi, la nuova postazione di desolfurazione ghisa e la nuova postazione rasatura ghisa. Giacché la disciplina esplicitamente esclude dai costi ammissibili i costi d'investimento non connessi alla tutela dell'ambiente, la Commissione dubita che tutti i costi d'investimento notificati siano ammissibili ad aiuti ambientali.

Anche per quanto riguarda l'impianto cokeria, si può dubitare che i miglioramenti conseguiti in materia di protezione dell'ambiente siano «significativi», soprattutto se si considerano i risultati ottenuti alla fine di ciascuna fase dell'investimento, come risulta dalla notifica delle autorità italiane. Poiché sia la disciplina succitata che l'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia autorizzano la concessione di aiuti alle imprese siderurgiche, purché siano diretti ad incoraggiarle a migliorare in modo significativo la tutela dell'ambiente, l'incertezza sul fatto che gli investimenti notificati producano o meno simile effetto, ne pone in dubbio l'ammissibilità ad aiuti.

Quanto all'impianto acciaieria, il calcolo dei costi ammissibili di questo investimento effettuato dalle autorità italiane è controverso. Esse infatti fanno presente che la durata di vita degli impianti di produzione dovrebbe costituire il parametro per determinare quella degli investimenti ambientali ad essi connessi, ossia 36 anni. Tuttavia, per quanto concerne l'impianto specifico che consente risparmi energetici, le autorità italiane prendono in considerazione soltanto un periodo di 6,66 anni che corrisponde al periodo di ammortamento previsto dalla legge che disciplina l'ammortamento degli investimenti. Benché di solito la Commissione accetti che il periodo di ammortamento costituisca un'indicazione valida della durata degli impianti, è difficile accettare un periodo di 6,66 anni, soprattutto quando per questo tipo di impianti il periodo abituale di ammortamento è di dieci anni. Un altro problema che presenta il calcolo dei costi ammissibili è dovuto al fatto che le autorità italiane sommano i costi di ammortamento ai costi iniziali dell'investimento (contando quindi due volte lo stesso costo), prima di detrarre i risparmi energetici. Giacché tutti i vantaggi

derivanti per la società dagli investimenti a fini ambientali devono essere detratti dai costi ammissibili, la Commissione dubita che il metodo utilizzato dalle autorità italiane produca tale risultato.

II. Siderpotenza

Alcuni degli investimenti sembrano essere stati effettuati per motivi economici, ossia a fini di modernizzazione/razionalizzazione della produzione. Le autorità italiane avevano già accettato tale punto per quanto riguarda una parte degli investimenti precedentemente notificati e infatti hanno ritirato tre progetti. Tuttavia, per gli investimenti residui, benché la Commissione in questa fase ammetta che gli investimenti realizzati nell'impianto aspirazione fumi e quelli nell'impianto di post combustione siano stati effettuati a fini ambientali e non abbiano alcun effetto sulla produzione, altrettanto non si può dire per gli investimenti concernenti il laminatoio. In realtà questi investimenti riguardano direttamente un processo di produzione e sembra che siano stati effettuati non per motivi ambientali, bensì per ottimizzare il processo di produzione. Gli effetti in termini ambientali risultano essere una conseguenza indiretta dei miglioramenti della produzione e anche in tale caso sembrano riguardare principalmente le condizioni di sicurezza e sanità dei lavoratori e non l'ambiente in quanto tale. Pertanto, la Commissione dubita dell'ammissibilità dell'investimento, dato che sarebbe stato effettuato per motivi economici e, in ogni caso, dubita dell'ammissibilità di tutti i costi, giacché sono da escludere i costi non connessi alla protezione dell'ambiente.

Inoltre, in generale, il livello dell'aiuto (22,33 %) proposto per tutti i progetti non sembra proporzionale al miglioramento da conseguire in termini di protezione dell'ambiente e dell'investimento necessario per conseguirlo, come richiesto dalla disciplina. Infatti, benché l'aiuto proposto sia molto vicino al massimale di aiuto autorizzato (30 %), le autorità italiane non hanno del tutto giustificato il livello di aiuto proposto. La riduzione dell'inquinamento conseguita sia nell'impianto di aspirazione fumi (che ha principalmente consentito di bloccare circa il 30 % del totale delle polveri abbattute) che nell'impianto di post combustione (una riduzione di circa il 10 % di CO nei fumi), benché rilevante, non sembra giustificare il livello dell'aiuto proposto, considerato in particolare che, per potere essere direttamente ammissibili, gli investimenti in questione dovrebbero consentire livelli notevolmente più elevati di tutela dell'ambiente. È quindi necessario un complemento di informazioni sul livello effettivo di miglioramento ambientale da conseguire. Inoltre, tenuto conto dei costi relativamente bassi degli investimenti (soltanto 2,27 milioni di EUR per i due primi progetti), è dubbia la necessità dell'aiuto, nell'ammontare proposto.

Conclusioni

Alla luce delle considerazioni di cui sopra la Commissione invita l'Italia a farle pervenire eventuali osservazioni e a fornirle ogni informazione utile ai fini della valutazione dell'aiuto nel termine di un mese a decorrere dalla data di ricevimento della presente. Essa invita le autorità italiane a trasmettere senza indugio copia della presente lettera ai potenziali beneficiari dell'aiuto. La Commissione fa presente all'Italia l'effetto sospensivo dell'articolo 6, paragrafo 5, del Codice degli aiuti alla siderurgia e ricorda che ogni aiuto illegittimo può formare oggetto di recupero presso il beneficiario.»